

Le patronat valorise une Europe sans CO₂

Signant un manifeste inédit, le monde de l'économie s'engage. Dans certaines limites.

Une première. Le 21 mars, à l'initiative du think tank The Shift Project, le monde économique publiait un manifeste pour une Europe décarbonée. Près de 2 000 signataires, souvent inattendus : François Hommeril de la CFE-CGC, l'économiste Philippe Aghion, des financiers comme Patrick Sayer d'Eurazeo, Nicolas Dufourcq de Bpifrance, Jean-Pierre Mustier d'UniCredit... Mais aussi beaucoup de grands patrons (Orange, EDF, Areva, SNCF...). Tous unis autour de cet appel aux politiques. Inédite, la mobilisation n'est pas fortuite. « Les entreprises savent que des contraintes sur les émissions peuvent aussi leur être bénéfiques », dit Jean-Marc Jancovici, président

de Shift. « Ce texte prouve que beaucoup ont intégré cet élément dans leur stratégie. Il faut soutenir toutes les initiatives qui rapprochent public et privé », insiste Claire Dorland-Clauzel, membre du comex de Michelin, entreprise signataire qui s'est fixé ses propres priorités en matière de CO₂. La thématique plaît aussi à l'opinion. Enième coup de com ? « Le diable est dans le détail, tacle Célia Gautier, du réseau Action Climat France, qui publie cette semaine, avec d'autres organismes, un texte pour une Europe durable. Des mesures que nous abordons sont portées par ce manifeste, mais il reste un flou artistique bien entretenu autour des sources de production d'électri-



N. Tavernier/Réa

Présentation du manifeste de The Shift Project, le 21 mars à Paris. Parmi les signataires, beaucoup de grands patrons, dont ceux d'Orange, d'EDF, d'Areva, de la SNCF.

« cité, en particulier du nucléaire. » De fait, l'initiative de Shift compte un grand absent : le prix du carbone... pourtant réclamé par nombre de grands patrons. « Nous avons évité les mesures transversales, fiscale ou autre, qui risquaient d'être cannibalisées sur le plan médiatique, plaide Jancovici. Ce manifeste, c'est d'abord l'engagement d'une stratégie cohérente et une base de discussion solide. » Au collectif de jouer pour dépasser la déclaration d'intention. **T.-D. N.**

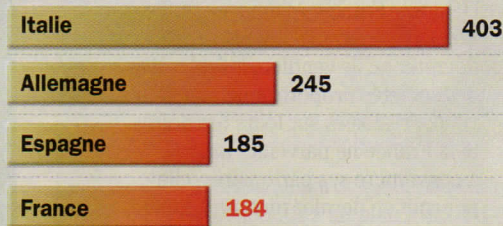
L'assurance auto sert de produit d'appel

En France, les primes pour la responsabilité civile obligatoire sont au plus bas.

Bonne nouvelle pour les Français : leurs assurances auto sont parmi les moins chères d'Europe. Selon le bilan 2016 de la Fédération française de l'assurance (FFA), le montant des primes pour la responsabilité civile obligatoire est en moyenne de 184 euros par an, contre 403 euros en Italie et 245 euros en Allemagne. Pour tenir ces prix, les compagnies rognent sur leurs marges, au point qu'aujourd'hui, pour 100 euros de primes encaissées, elles déboursent globalement 104 euros pour couvrir les sinistres. Cette tendance a peu de chances de s'inverser, car le coût des accidents corporels a augmenté d'un tiers depuis l'an 2000, quand les sinistres matériels grimpaient, eux, de 10%, en raison de pièces plus sophistiquées et coûteuses. La rentabilité ne tient donc qu'à l'habileté des compagnies à jouer sur le

DES TARIFS PLANCHER EN EUROPE

Prime d'assurance automobile moyenne HT (par an, en euros)



Pour 100 euros de primes encaissées, les assureurs français déboursent 104 euros en sinistres.

SOURCE : FFA

placement financier des primes. « La situation n'est pas très saine, reconnaît Arnaud Chneiweiss, délégué général de la FFA. L'assurance auto constitue un produit d'appel, qui permet, par exemple, de proposer une multirisque habitation. » Les tarifs reflètent en effet une concurrence très vive en France

entre de nombreuses compagnies actives, de la Matmut à la Maif en passant par Axa et Allianz. Ces prix ne tiennent pas toutefois au seul jeu du marché. « Les assureurs bénéficient en France d'un meilleur environnement juridique que dans d'autres pays, explique Amina Walter, directrice du développement chez le comparateur Lelynx.fr. La gestion des sinistres est plus simple et moins coûteuse, les frais d'avocat moins élevés et les victimes moins bien indemnisées. Il est normal que ces éléments se retrouvent dans les prix. » En outre, Amina Walter prend soin de ne pas parler de tarifs bas. Car dès que des clauses incendie, vol, bris de glace... sont ajoutées, les prix grimpent. Selon Lelynx.fr, la moyenne des primes d'assurance auto dans les dix plus grandes villes de France atteint 629 euros par an. **G. P.**